

François Asensi



lundi 14 janvier 2019

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ

Tremblay-en-France

RÉPOND À EMMANUEL MACRON



Le maire François Asensi à la rencontre de salariés d'entreprises de l'Aéroport Charles-de-Gaulle.

Madame, Monsieur,

Le mouvement de colère qui s'est levé dans tout le pays est profond. Il témoigne d'un ras-le-bol légitime de millions de nos concitoyens qui subissent de plein fouet la baisse du pouvoir d'achat et voient disparaître les services publics locaux, de l'école au bureau de poste, en passant par l'hôpital de proximité. Alors que chacune et chacun aspire à vivre dignement, les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Pendant qu'une minorité d'ultra-riches s'enrichit toujours plus et que les multinationales ne paient toujours pas d'impôts en France, le gouvernement somme le plus grand nombre de se serrer la ceinture. Cette société d'exclusion remet en cause les fondements même de notre République.

Le président de la République en grande difficulté appelle les maires à la rescousse

Le mouvement des « gilets jaunes » pose la question fondamentale de la société que nous voulons pour la France. Devant les exigences grandissantes de démocratie et de justice sociale, le gouvernement et le président de la République, en grande difficulté, cherchent une issue de secours et appellent les maires à la rescousse. Après les avoir tant méprisés, quelle ironie !

Le gouvernement mène une attaque sans précédent contre les communes

Cet appel aux maires intervient alors que le gouvernement mène une attaque sans précédent contre les communes, menaçant leur survie. D'une part, la politique d'austérité imposée par Bruxelles continue d'asphyxier les communes. D'autre part, l'État entend désormais contrôler les décisions politiques des maires en vidant les communes de leurs compétences et en imposant un contrat pour limiter, voire supprimer des services publics.

Les maires en première ligne 24 heures sur 24 !

J'avais très tôt décidé de tirer la sonnette d'alarme face à ces attaques en organisant un conseil municipal extraordinaire dès le mois d'octobre 2013. Pourtant, face à la crise qui traverse notre pays, les communes sont le dernier rempart pour les populations les plus fragiles. Elles jouent

un rôle d'amortisseur social essentiel et de correction des inégalités territoriales, en particulier dans notre département populaire qui souffre des défaillances de l'État dans de nombreux secteurs publics. Pôle municipal de santé, éducation, quotient familial, logement, insertion : les municipalités exercent de nombreuses compétences en lieu et place de l'État, pour palier à son absence. Pour le maire, au plus proche de la population tout au long de l'année, c'est bien souvent un crève-cœur de ne pas pouvoir répondre aux demandes légitimes des habitants concernant l'obtention d'un emploi, d'un logement.

Débat national ou marché de dupe ?

Alors que l'État abandonne les maires depuis plusieurs décennies, le président de la République leur demande de porter la grande consultation en lieu et place du gouvernement. Ce débat, dont les thèmes sont imposés par le pouvoir, restera largement insuffisant dans la mesure où le Président a d'ores et déjà annoncé qu'il ne remettra pas en cause la politique gouvernementale. Ne serait-ce pas un vaste marché de dupe et une entreprise de dévoiement du pouvoir pour esquiver ses responsabilités dans la crise actuelle ? Face au besoin d'expression populaire et aux aspirations démocratiques qu'expriment le mouvement actuel, donner la parole aux Français est vital. À condition de construire une consultation sincère, autour des questions de fond que pose le mouvement des gilets jaunes.

Débattre des vraies questions que pose le mouvement des « gilets jaunes »

Je regrette que le président de la République ne souhaite pas débattre des questions de société fondamentales pour l'avenir de la France : **quelles sont les causes des inégalités économiques et sociales que subissent des millions de Français ?** Alors que plus de 150 milliards d'euros ont été transférés des poches des salariés aux actionnaires en 20 ans, **quelle part du revenu national doit revenir au peuple ?** Face à un gouvernement qui déroule le tapis rouge aux entreprises du CAC 40 avec les 40 milliards du CICE sans aucune contrepartie en matière d'emploi, **comment orienter l'argent public utilement et pour le plus grand nombre ?** Alors que Macron fait la part belle aux Français les plus riches en supprimant l'impôt sur la fortune (3,5 milliards d'euros) et protège les multinationales qui ne paient pas d'impôts en France, **quelle redistribution de l'impôt pour aller vers davantage de justice fiscale ?** Face à l'urgence climatique, **quel modèle de développement pour la France en matière de transition écologique ?** Devant une Europe de la finance qui ne profite qu'aux multinationales et aux plus riches, **comment repenser l'Europe au service des peuples ?** Dans une V^e République où la crise de la représentation n'a jamais été aussi forte, **quelle démocratie nouvelle pour une meilleure expression des citoyens ?**

Une consultation sera organisée à Tremblay-en-France dans les prochaines semaines

Comme maire de Tremblay-en-France et comme simple citoyen, c'est en ce sens que j'entends contribuer au débat public. Bien que ce soit au gouvernement d'organiser le débat, j'ai décidé de mettre en place une consultation à Tremblay-en-France dans les prochaines semaines. Des cahiers de doléance et des urnes seront mises à votre disposition au sein des structures municipales dans les différents quartiers de la ville, au plus proche des habitants. Il est temps que la France change de cap, vers un modèle de société plus juste et solidaire, pour faire enfin vivre la devise républicaine : Liberté, Égalité, Fraternité.

Des cahiers de doléances

sont à votre disposition sur place :

Maison des associations du Vieux-Pays,
Espace Henri-Barbusse, Espace Louise-Michel,
Espace 54 (54, rue de Lille) et au complexe sportif
Jean-Guimier.

**De 17h à 20h , les lundis 28 janvier,
les 4, 11 et 25 février et le 4 mars 2019**



François ASENSI
Maire de Tremblay-en-France
Conseiller métropolitain
Député honoraire